

15.4 Entreprises publiques

Le secteur public est considéré comme l'ensemble des sociétés directement détenues majoritairement par l'État ou appartenant à des groupes dont la tête est détenue majoritairement par l'État.

Fin 2012, l'État contrôle en France majoritairement, directement ou indirectement, 1 383 sociétés, en détenant plus de la moitié de leur capital. Parmi celles-ci, 90 sont contrôlées directement par l'État : elles sont dites de premier rang. L'État est également présent de façon minoritaire dans le capital d'environ 520 autres sociétés. Tout au long de l'année des mouvements affectent le périmètre des sociétés publiques. De nombreux échanges de sociétés entre secteurs privé et public marquent l'année 2012, sans qu'il y ait de **privatisation**. Par rapport à 2011, le nombre de sociétés contrôlées par l'État diminue (- 130 unités), en revanche le nombre d'emplois de ces sociétés progresse. L'emploi des sociétés pérennes, qui étaient dans le secteur public en 2011 et 2012 augmente de 2,1 %. Les sociétés du secteur public emploient au total 797 500 salariés.

Les effectifs des **entreprises publiques** restent fortement concentrés. En effet, les dix premières sociétés, en termes d'effectifs, rassemblent, à elles seules, près des trois quarts de l'ensemble des salariés tandis que les 50 plus grandes sociétés en rassemblent 87 %. Les trois plus importantes demeurent La Poste, la SNCF et EDF. Ces trois sociétés et leurs 1 000 filiales

totalisent à elles seules plus des deux tiers des effectifs des sociétés contrôlées par l'État.

Depuis plusieurs années, la répartition par grand secteur des sociétés publiques est très stable. Le secteur tertiaire prédomine avec les quatre cinquièmes des effectifs de l'ensemble des sociétés publiques. Dans ce secteur, la présence de l'État reste forte par l'intermédiaire de grands groupes dans les transports et les activités scientifiques et techniques. Fin 2012, les sociétés publiques du secteur des transports et de l'entreposage emploient près de 495 000 salariés, dont 87 % dépendent des groupes La Poste, SNCF et, dans une moindre mesure, RATP. Loin derrière les transports, les secteurs des activités scientifiques et techniques, des services administratifs et de soutien emploient environ 62 000 salariés. Parmi eux, 45 % sont employés dans le secteur de la recherche et du développement scientifique. Plus de la moitié de ces 28 200 salariés dépendent du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Comme depuis quelques années, le secteur public reste peu présent dans l'industrie. Au total, ce secteur représente moins de 20 % des effectifs des sociétés publiques. Le nombre de salariés du secteur public dans l'industrie augmente néanmoins, malgré 80 sociétés de moins. La production d'énergie garde une part notable dans le secteur public de l'industrie (76 %) où prédominent la production et la distribution d'électricité avec le groupe EDF. ■

Définitions

Entreprise publique : entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

Nationalisation, privatisation : ces termes traduisent les mouvements des entreprises entre le secteur public et le secteur privé. Lorsque l'État prend le contrôle direct d'une entreprise, *ie est* lorsqu'il détient plus de 50 % de son capital, on parle de nationalisation. Lorsque l'État perd le contrôle direct d'une entreprise au profit du secteur privé, on parle de privatisation.

Nomenclature agrégée (NA), répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (RECME) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2012 », *Insee Résultats Économie* n° 69, janvier 2014.
- « L'État actionnaire », *rapport 2013*, Agence des participations de l'État, octobre 2013.
- « Les comptes des administrations publiques en 2012 », *Insee Première* n° 1446, mai 2013.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services \Collections nationales\Insee Références

Entreprises publiques selon l'activité économique fin 2012

Activité économique (nomenclature agrégée - NA 2008)	Nombre de sociétés (p)	Effectifs salariés en milliers (p)	Principaux groupes présents dans le secteur
Agriculture	n.s.	9,3	Office national des forêts
Industrie	305	157,7	
dont : fabrication de machines et d'équipements électriques ¹	3	1,2	CEA
fabrication de matériels de transport	6	14,5	DCNS
fabrication d'autres produits industriels	39	22,1	CEA, LFB
ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	257	119,9	
Construction	35	1,4	EDF
Tertiaire	1 036	629,1	
Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	18	2,4	UGAP
Transports et entreposage	398	494,9	La Poste, SNCF, RATP, Aéroports de Paris
Hébergement et restauration	2	2,3	Adoma
Information et communication	66	23,8	
Activités financières et d'assurance	140	21,5	Banque de France
Activités immobilières	130	2,7	SNCF
Act. spéc., scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	233	61,9	CEA, La Poste
Adm. publique, enseignement, santé humaine et action sociale	18	11,6	
Autres activités de services	31	7,9	
Total	1 383	797,5	

1. Y.c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

Source : Insee, Recme.

Mouvements des entreprises publiques en 2012

	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés
Entreprises présentes fin 2011 (r)	1 511	784 800
Entreprises pérennes	1 320	16 500
+ Entreprises entrantes en 2012	63	1 300
- Entreprises sortantes en 2012	- 191	- 5 100
Entreprises présentes fin 2012 (p)	1 383	797 500

Source : Insee, Recme.

Principales entreprises publiques selon le chiffre d'affaires en 2012

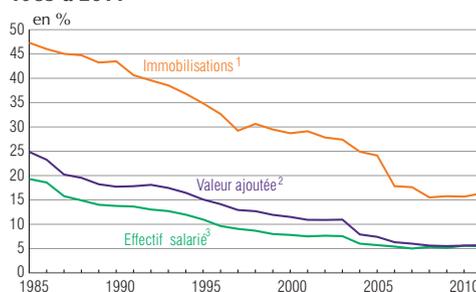
Rang		Chiffre d'affaires ¹ en millions d'euros	Résultat net ¹ en millions d'euros	Effectifs en EQTP ² en milliers
1 ^{er}	GDF Suez ³	97 038	2 755	219,3
2 ^e	EDF	72 729	3 557	154,7
3 ^e	EADS ⁴	56 480	1 229	140,4
4 ^e	Orange	43 515	1 104	163,5
5 ^e	Renault ⁴	41 270	1 735	127,1
6 ^e	SNCF ⁴	33 820	407	249,3
7 ^e	Air France - KLM	25 633	- 1 187	100,7
8 ^e	La Poste	21 658	481	266,6
9 ^e	Thales ⁴	14 158	536	66,0
10 ^e	Safran	13 615	1 326	62,6
11 ^e	Areva ⁴	9 342	- 75	46,5
12 ^e	Réseau Ferré de France ⁴	5 556	2	1,5
13 ^e	RATP ⁴	4 934	286	53,8
14 ^e	France Télévisions	3 186	nd	11,0
15 ^e	DCNS	2 934	nd	13,0
16 ^e	Aéroports de Paris	2 640	341	9,0
17 ^e	Française des Jeux	1 478	123	1,5
18 ^e	Giat Industries - Nexter	736	93	2,8
19 ^e	Radio France	650	nd	4,2
20 ^e	FSI-apporté à la BPI ⁵	556	nd	0,1

1. Compte consolidé. 2. En équivalent-temps plein. 3. Effectifs en moyenne annuelle.

4. Effectifs au 31 décembre. 5. Fonds stratégique d'investissement apporté à la Banque Publique d'Investissement le 12 juillet 2013.

Source : Agence des participations de l'État.

Poids du secteur public dans l'économie de 1985 à 2011



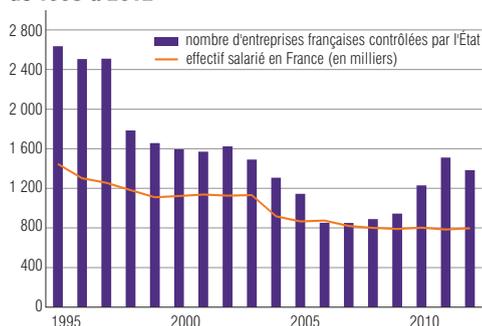
Note : Depuis 2008, le secteur public est considéré comme l'ensemble des entreprises (au sens du décret LME, c'est-à-dire le groupe dans son ensemble ou l'unité légale indépendante) dont la tête est détenue par l'État.

1. Essentiellement les bâtiments et les machines. 2. Valeur ajoutée brute au coût des facteurs en 2008, hors taxes en 2009/2010. 3. Au 31/12.

Champ : ensemble de l'économie marchande hors secteurs agricoles et financiers.

Source : Insee, Esane, Clap, Lifi.

Sociétés contrôlées majoritairement par l'État de 1995 à 2012



Source : Insee, Recme.